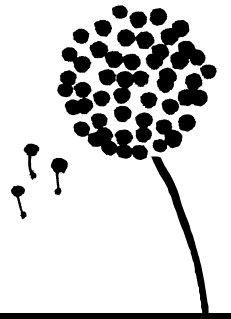


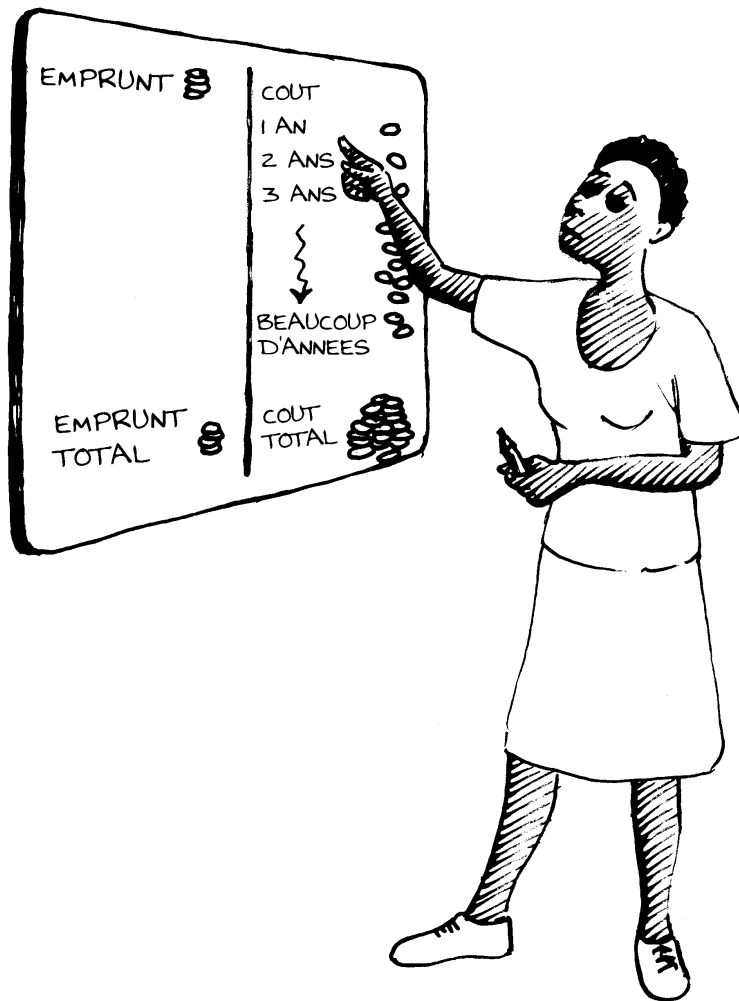
*Revitaliser les  
capacités et  
l'efficacité du  
plaidoyer*

## GUIDE DU PLAIDOYER



**TEARFUND**  
CHRISTIAN ACTION WITH THE WORLD'S POOR

# *Le Plaidoyer et la Dette: un guide pratique*



L'OBJECTIF DE CE GUIDE Revitaliser les capacités et l'efficacité de nos partenaires dans leurs actions de plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette.

LA SECTION 1 explique ce que le plaidoyer signifie pour Tearfund et pourquoi la dette est considérée comme une question critique.

LA SECTION 2 donne des informations factuelles sur la crise de la dette.

LA SECTION 3 parle de la campagne Jubilé 2000.

LA SECTION 4 expose les arguments pour ou contre l'annulation de la dette.

LA SECTION 5 considère les actions de plaidoyer à mener et encourage à l'action en présentant des études de cas.

LA SECTION 6 explique comment participer au processus CSLP.

Des appendices comprennent une bibliographie et la liste des organisations ou des réseaux impliqués dans la lutte pour l'annulation de la dette.

Un glossaire donne des définitions utiles de certains mots difficiles.

*Le Plaidoyer – Dossier de Travail* de Tearfund forme la base de ce que nous entendons par actions de plaidoyer.

# *Table des Matières*

<b>SECTION 1: Tearfund, le Plaidoyer et la Dette</b>	<b>5</b>
Quel est le problème réel?	6
Pourquoi devrions-nous être impliqués?	7
Quelle est la réponse de Tearfund?	7
<b>SECTION 2: La Crise de la Dette</b>	<b>9</b>
Comment a-t-elle commencé?	9
Quels sont les pays touchés par la crise?	9
Quelle est la réponse des créditeurs?	10
<b>SECTION 3: Jubilé 2000</b>	<b>13</b>
La campagne	13
<b>SECTION 4: Dans la Pratique, Comment Mener des Actions de Plaidoyer</b>	<b>15</b>
Arguments contre l'annulation de la dette	15
Arguments pour l'annulation de la dette	16
<b>SECTION 5: Que Pouvez-vous Faire?</b>	<b>19</b>
Le cycle du plaidoyer	19
Action au niveau local	20
Action au niveau national	23
Action au niveau international	24

<b>SECTION 6: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)</b>	<b>27</b>
Comment pouvez-vous vous participer au processus CSLP?	28
<b>SECTION 7: Appendices</b>	<b>31</b>
1 Les progrès du CSLP	31
2 Organisations et réseaux	31
3 Bibliographie	33
<b>SECTION 8: Glossaire</b>	<b>35</b>

AUTEURS Bryan Evans et Sheila Melot

AVEC LA COLLABORATION DE Marlene Barrett

ILLUSTRATIONS Rod Mill, Sancton Drawing Services

COPYRIGHT Les outils d'apprentissage et les études de cas de Tearfund peuvent être adaptés et reproduits à condition que ces documents soient distribués gratuitement. Reproduction autorisée avec mention «Tearfund» et le nom des auteurs.

# 1 *Tearfund, le Plaidoyer et la Dette*

Le plaidoyer peut signifier plusieurs choses différentes. Pour Tearfund, il signifie «parler aux détenteurs de pouvoir pour le compte des pauvres». Les principales méthodes que nous utilisons sont les suivantes:

- les groupes de pression
- les campagnes
- attirer l'attention des médias
- revitaliser les capacités de nos partenaires à mener des actions de plaidoyer.

Les actions de plaidoyer de Tearfund visent surtout la dette pour les raisons suivantes:

- la pauvreté ne sera pas éradiquée dans le Tiers Monde tant que la question de la dette ne sera pas résolue
- la dette est liée à d'autres questions primordiales telles que le commerce, la corruption et les dépenses militaires
- lorsque les gouvernements, les ONG et les particuliers s'étaient rendu compte de l'urgence de la situation, ils ont multiplié leurs actions pour améliorer la politique internationale de la dette. Le nombre de réseaux d'ONG et de particuliers a augmenté, ce qui donne à Tearfund et à ses partenaires la possibilité d'influencer le processus à un haut niveau pour le compte des gens pauvres.

Prêter et emprunter de l'argent est depuis longtemps une activité vitale de l'économie mondiale mais, si nous étudions le modèle que Dieu nous donne dans l'Ancien Testament, nous voyons une situation différente.

Tous les hommes et toutes les femmes ont été créés à l'image de Dieu et, en tant que tels, ont une dignité que la loi essaie de maintenir. La loi a donné à chaque cellule familiale du peuple de Dieu suffisamment de ressources lui permettant de subvenir à ses besoins. Les prêts et les emprunts n'intervenaient qu'en cas de difficultés: par exemple une mauvaise récolte ou un mari mourant. Les personnes riches devaient alors prêter de l'argent à leurs voisins pauvres, mais cela signifiait que des inégalités commençaient à se produire au sein de la communauté. Les créanciers obtenaient alors plus de pouvoir. Il a donc été important, premièrement de souligner que finalement toute prospérité venait de Dieu et deuxièmement d'instaurer un règlement afin que les inégalités restent minimales. Facturer des intérêts était interdit, personne ne pouvait ôter à quiconque ses moyens d'existence pour obtenir une sécurité contre la dette et, si le débiteur ne pouvait pas effectuer ses remboursements, la dette était alors annulée. Cette dernière idée faisait partie du système d'interruptions jubilaires régulières qui donnaient la priorité aux bonnes relations et plaçaient l'activité économique à la deuxième place.

## QUEL EST LE PROBLEME REEL?

Il existe 34 pays en développement qui sont accablés de dettes auxquelles ils sont incapables de faire face. 37 autres pays ne peuvent effectuer qu'un remboursement partiel de leurs dettes. Les ressources qui auraient dû être dépensées pour réduire la pauvreté ont été détournées pour amortir la dette.

Les mots soulignés sont expliqués dans le glossaire en page 35.

Une nation, comme une famille, achète les produits dont elle a besoin en utilisant ses revenus. Le revenu obtenu par les habitants d'un pays est appelé le Produit National Brut (PNB). Le gouvernement prélève une partie de ce revenu sous forme de taxes qu'il dépense pour l'éducation, la santé publique et les autres services essentiels. Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), un budget bien équilibré d'un pays pauvre doit récolter 18% du PNB en taxes afin de couvrir ses dépenses. Cependant, de nombreux pays en voie de développement n'obtiennent pas plus de 15%. Ces pays démarrent par conséquent avec un manque et ils doivent donc mettre de côté environ 30% de taxes afin de gérer leurs dettes.

Les conséquences sont les suivantes:

- un déclin des services publics, de la santé et de l'éducation
- une augmentation dans le domaine de «l'économie informelle» car ceux qui ont été mis au chômage se tournent vers des activités telles que le commerce de rue, la récupération dans les décharges publiques ou, plus sérieusement, la culture du coca (en Bolivie et au Pérou) pour le commerce de la cocaïne
- une concentration excessive sur les revenus d'exportations: car alors que les prix des produits de base chutaient dans les années 1980, les pays en voie de développement ont de plus en plus pratiqué la culture de rapport dans l'espoir vain d'essayer de conserver leurs revenus
- la perte de la souveraineté dans les décisions économiques car la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) refusaient d'aider les pays endettés, sauf s'ils acceptaient de suivre les plans économiques qu'ils imposaient
- les biens nationaux vendus aux sociétés étrangères. Ce qui s'est parfois produit lorsque les crédettes avaient acquis des actions de sociétés au lieu du remboursement de leurs dettes. Egalement, la Banque mondiale et le FMI ont insisté sur la privatisation et les investisseurs étrangers ont acheté les industries privatisées. Les investissements étrangers peuvent apporter des bénéfices, mais ils peuvent aussi avoir de sérieux inconvénients. Par exemple: une forte compétition des propriétaires étrangers risque de conduire les firmes locales à la faillite. Le transfert des bénéfices au pays d'origine nécessitera peut-être d'utiliser le faible montant de devises étrangères.



Seulement 15% du PNB récolté en taxes...



... mais 30% de cette somme est alloué au service de la dette

## POURQUOI DEVRIONS-NOUS ETRE IMPLIQUES?

Porquoi devrions-nous être impliqués dans la lutte contre l'endettement des gens pauvres?

- En tant que chrétiens, nous servons un Dieu juste qui est en colère à cause de l'injustice infligée aux pauvres.
- Dans la Bible, il est clair que la dignité de tous les êtres humains est plus importante que le renforcement rigide des revendications de dettes. Les hommes et les femmes ne doivent pas rester esclaves de la dette et perdre leur place dans la vie économique de la communauté. Les dettes non remboursées doivent être annulées, les esclaves doivent être libérés durant l'année sabbatique (la septième année) et on doit leur rendre leurs biens durant l'année jubilaire (la 50ème année).
- La pauvreté ne peut disparaître que si l'on apporte une réponse à la dette.
- Les églises ont une responsabilité particulière. Elles ont des contacts internationaux et la capacité de mobiliser et d'organiser leurs membres. Elles sont, ou devraient être, indépendantes des gouvernements.
- De même qu'il parle aux détenteurs de pouvoir pour le compte des pauvres, l'avocat est du côté des pauvres lorsqu'ils plaident pour leur propre compte. Le plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette pourrait donc être le moyen qui aidera les pauvres à faire connaître leurs problèmes et leurs besoins aux dirigeants gouvernementaux qui décident des politiques touchant leur vie.

## QUELLE EST LA REPOSE DE TEARFUND?

Les objectifs de Tearfund sont les suivants:

- sensibiliser davantage le public à la crise de la dette
- encourager les églises qui veulent lutter contre les problèmes de dettes de leurs communautés et de leur pays
- assurer, grâce au plaidoyer, qu'il y a suffisamment de fonds pour les services publics essentiels nécessaires aux pauvres (mettant fin au gâchis de ressources se produisant lors de la gestion de la dette et, si nécessaire, augmenter l'aide au développement)
- assurer que les gouvernements et autres organismes qui prêtent de l'argent d'une façon inconsidérée et irresponsable réparent le tort fait aux pauvres
- assurer que le revenu national volé par les dirigeants corrompus et détenu par des banques secrètes dans le monde développé soit retrouvé et restitué à son propriétaire.

Pour atteindre ces objectifs, les principes de Tearfund exigent:

- **la dignité** pour les nations endettées afin qu'elles puissent mener leurs propres affaires sans l'ingérence des crédateurs
- **la justice** pour que tous les gens puissent avoir accès à une éducation de base, des soins de santé adéquats, une eau potable et des installations sanitaires

- **la participation** des pauvres au processus de prises de décision concernant l'annulation de la dette et la stratégie pour la réduction de la pauvreté
- **la responsabilité** des gouvernements, des banques commerciales et des institutions financières internationales qui sont conjointement responsables de l'escalade de la dette
- **la restitution** de la dette lorsque les prêteurs des pays développés agissant négligemment ou avec une malhonnêteté délibérée ont pris part à la corruption des dirigeants du Tiers Monde, en volant les ressources nationales au détriment des pauvres.

# 2 *La Crise de la Dette*

## **COMMENT A-T-ELLE COMMENCE?**

Au cours des années 1970, le prix du pétrole a beaucoup augmenté et les producteurs arabes ont déposé des sommes importantes dans les banques occidentales. Les banques se sont empressées de prêter cet argent aux gouvernements du Tiers Monde sans se soucier de leurs capacités de remboursement. Une grande partie de cet argent a été gâchée ou volée par des dictateurs corrompus.

Puis l'économie occidentale a connu une récession et a réduit ses achats de produits de base, tels que le café ou le cacao, qui étaient vendus par les pays en voie de développement pour obtenir un revenu destiné au remboursement de leurs emprunts. Voyant la chute de leurs revenus, ces pays se sont également aperçus que la dette grandissait car les taux d'intérêt augmentaient. Les Etats-Unis ont augmenté ces taux (pour combattre leur inflation) et les autres pays développés ont dû faire de même afin de rester compétitifs. Etant donné les taux d'intérêt élevés qui étaient offerts, les investisseurs internationaux ont voulu acheter des dollars et d'autres devises occidentales. Non seulement les nations endettées se sont donc retrouvées dans une situation où elles payaient des frais d'intérêts plus élevés mais, pour effectuer les remboursements de leurs emprunts, elles ont également dû acheter les dollars à un prix plus fort. Lorsqu'une nation endettée a commencé à se trouver en difficulté, ses problèmes se sont accélérés et elle a perdu le contrôle. L'intérêt qu'elle ne pouvait pas payer a été ajouté à la dette, augmentant donc son montant pour lequel elle devait également payer des intérêts (ce qui est appelé intérêt composé).

Cette situation a eu lieu dans le contexte de la guerre froide lorsque les blocs occidentaux et soviétiques ont fourni une aide militaire et de nouveaux emprunts aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

C'est en 1982 que la crise de la dette est apparue évidente à tous, lorsque le Mexique a annoncé qu'il ne pouvait et ne voulait pas payer ses dettes.

## **QUELS SONT LES PAYS TOUCHES PAR LA CRISE?**

L'Afrique subsaharienne a été la région la plus touchée. Des dictateurs corrompus tels que Mobutu au Zaïre, Amin et Obote en Ouganda et Abacha au Nigéria ont conduit leurs pays à l'endettement. Les guerres civiles en Angola, Mozambique et Ethiopie ont fait de même. (Ces guerres ont été plus violentes à cause de l'aide apportée d'un côté ou de l'autre par l'Occident ou l'Union soviétique). De nombreux et amers conflits ethniques ont également sévi (certains d'entre eux ont été aggravés par la tension économique), par exemple au Rwanda, au Burundi et au Soudan. Le Ghana et la Zambie ont souffert à cause de leur dépendance d'un seul produit de base (coco et cuivre respectivement).

En comparaison avec leur produit national brut (PNB), l'ensemble de cette région a des dettes extrêmement élevées. Par exemple:

- République démocratique du Congo 720% du PNB
- São Tomé et Príncipe 640% du PNB
- Guinée Bissau 415% du PNB
- Angola 292% du PNB

Certains pays d'Asie ont de sérieux problèmes de dettes. Les dictateurs tels que Suharto en Indonésie, Zia-ul Haq au Pakistan et Marcos aux Philippines (tous des protégés de la guerre froide de l'Occident) ont laissé d'énormes dettes derrière eux. Il en est de même des régimes militaires de Myanmar et de Thaïlande. Les guerres du Cambodge, du Laos et du Vietnam, ainsi que l'instabilité et l'isolement qui ont suivi, ont laissé de sérieuses dettes à ces pays. Le Bangladesh et le Népal sont à la fois pauvres et lourdement endettés.

C'est en Amérique Latine et aux Antilles que l'on trouve, au sein du monde en voie de développement, les plus importantes dettes nationales: le Brésil doit 232 milliards de dollars et le Mexique 160 milliards de dollars. L'Argentine n'est pas loin avec 144 milliards de dollars. Mais, leur économie étant plus importante que celle des pays de l'Afrique subsaharienne, leur pourcentage de dettes par rapport au PNB est moins élevé:

- Brésil 30% du PNB
- Mexique 45% du PNB
- Argentine 51% du PNB

Dans les années 1980, le Nicaragua a connu une guerre civile lorsque le mouvement d'extrême gauche Sandinista a renversé le dictateur corrompu Somoza, puis s'est battu contre les troupes de Contras soutenues par les Etats-Unis. En 1998, le pays a été dévasté par l'ouragan Mitch. Ses dettes sont maintenant équivalentes à 357% du PNB: le 4ème pourcentage de dettes le plus élevé du monde.

L'Honduras (touché aussi par l'ouragan Mitch) est aussi très endetté, de même que la Bolivie, la Guyane et le Pérou.

Aux Antilles, le Haïti et la Jamaïque ont des problèmes de dettes très importants.

### **QUELLE EST LA REPONSE DES CREDITEURS?**

En 1982, la menace de faillite du Mexique a été suffisamment sérieuse pour menacer la stabilité des économies occidentales. La Banque mondiale, le FMI et les gouvernements occidentaux ont pris des mesures pour réduire l'impact immédiat de la crise.

- Ils ont organisé des prêts-relais appelés Plan Baker. Il s'agissait de nouveaux emprunts pour combler le déficit financier tandis que des réformes économiques draconiennes avaient le temps de produire un effet.

- Ils ont encouragé les groupes commerciaux à échanger leurs dettes contre des Actions «Brady» (de valeur moins élevée mais plus sûre).
- Ils ont pris le nom du «Club de Paris» afin de négocier conjointement avec chaque nation endettée.
- Certains groupes commerciaux ont échangé leur dette contre des actions dans des compagnies locales.

Mais la crise de la dette a continué. Le danger initial une fois passé, et les dettes du Mexique et du Brésil ayant été restructurées, les créiteurs ont perdu le sens de l'urgence car les autres dettes n'étaient pas suffisamment importantes et ne risquaient donc pas d'aggraver l'économie mondiale. Ce n'est qu'en 1996 qu'une pression constante provenant d'organisations non gouvernementales (ONG) a finalement persuadé la Banque mondiale et le FMI de démarrer l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE). Son objectif: réduire les dettes des pays les plus pauvres à un niveau soutenable.

La puissante position des créiteurs a signifié qu'ils avaient suivi leurs propres objectifs et délais. Parce qu'ils s'étaient toujours souciés de la compétition, ils avaient hésité à prendre des mesures positives:

- accorder des termes commerciaux plus justes
- arrêter les exportations d'armes
- prendre des mesures décisives contre la corruption.

Ils ont tous insisté sur le fait qu'ils ne voulaient pas atténuer la dette plus que les autres et les progrès dépendaient donc des décisions des créiteurs les plus lents. En dépit du prix élevé payé par les pauvres du Tiers Monde, chacun a démontré être peu enclin à mettre un frein au commerce d'armes.

La nécessité de mener des actions de plaidoyer: parler aux détenteurs de pouvoir pour le compte des pauvres, est devenu critique.



# 3 *Jubilé 2000*

Tearfund et d'autres agences de développement sont devenues membres de la Coalition Jubilé 2000 en 1997. Cette coalition a été démarrée grâce à l'idée d'associer le concept biblique du Jubilé au nouveau millénaire. Des organisations semblables existent dans plus de 60 pays.



Jubilé 2000 a demandé:

- **une annulation unique** (pour empêcher les nations endettées de faire de nouveaux emprunts imprudents dans l'espoir de bénéficier d'annulations futures)
- **d'ici l'an 2000** (pour décourager de futurs délais de la part des créiteurs)
- **des arriérés de dettes impayables appartenant aux pays les plus pauvres du monde** («impayables» car il n'y a pas assez d'argent pour gérer la dette et pour payer une éducation de base, des soins de santé primaires et d'autres dépenses essentielles)
- **grâce à un processus juste et transparent** (c'est-à-dire non pas par les pays créiteurs puissants agissant seuls, mais par un tribunal indépendant ou une commission de révision, peut-être supervisée par les Nations Unies. L'argent qui aurait dû être versé pour la gestion de la dette devrait être placé dans un fonds spécial destiné à des plans de rétablissement économique et de réduction de la pauvreté).

## LA CAMPAGNE

En 1999, la campagne internationale a commencé à faire des effets. Les gouvernements de sept pays industriels importants, plus la Russie (le groupe G8) se sont rencontrés à Cologne en Allemagne et ont reconnu que le montant des dettes soutenables par les pays pauvres était bien moins important qu'ils ne l'ont dit précédemment. Ils ont accepté une réduction plus importante de la dette.

La Banque mondiale et le FMI ont donc annoncé qu'ils accorderaient une plus grande priorité à la réduction de la pauvreté. Les pays demandant un allègement de la dette à la suite de l'initiative PPTE devaient maintenant préparer un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP): voir SECTION 6. Au même moment, le président des Etats-Unis, Bill Clinton, a annoncé que lorsque cela serait nécessaire, les Etats-Unis annuleraient entièrement la dette des pays pauvres pour les aider à financer des dépenses de santé et d'éducation.

Puis, à la fin de l'an 2000, Gordon Brown, le ministre des finances du Royaume-Uni, a annoncé que dès que les pays endettés devenaient bénéficiaires d'une aide selon les termes de l'initiative PPTE, toutes leurs dettes envers la Grande-Bretagne seraient annulées. De plus, les frais de service de la dette des pays qui n'étaient pas encore inclus sur la liste des PPTE seraient maintenant placés dans un trust et reversés lorsque ces nations endettées auraient mis en place des plans de réduction de la pauvreté.

Au Royaume-Uni, comme cela avait été prévu, la Coalition Jubilé 2000 s'est terminée à la fin de l'an 2000. Deux nouvelles organisations poursuivent maintenant cette action:

- Drop the Debt, une campagne visant le Sommet G8 qui aura lieu à Gênes en Italie
- Jubilee Plus, qui cherche les causes profondes des dettes internationales.

Il existe également une nouvelle coalition, Jubilee Debt Campaign, qui coordonne la campagne au Royaume-Uni et, dans les pays en voie de développement, de nombreuses et actives associations pour l'annulation de la dette continuent de mener des actions contre la dette.

Les coordonnées de ces organisations impliquées dans l'annulation de la dette figurent dans L'APPENDICE 2.

# 4 *Dans la Pratique, Comment Mener des Actions de Plaidoyer*

Afin d'agir dans ce domaine, nous devons comprendre les raisons des personnes opposées à l'annulation de la dette et nous devons préparer nos propres et percutants arguments.

## **ARGUMENTS CONTRE L'ANNULATION DE LA DETTE**

- 1 Les prêts futurs seront mis en doute car dans l'avenir les créditeurs risqueront de ne pas être remboursés.
- 2 Elle coûtera trop cher.
- 3 Elle est un exemple de folles politiques économiques impunies. Elle encouragera un emprunt plus imprudent dans l'espoir d'une future annulation de dette. Ce danger est souvent appelé «risque moral».
- 4 L'argent dégagé par l'annulation de la dette ne sera dépensé que par des gouvernements corrompus, pour leur propre gain ou pour l'achat d'armes ou de palaces, et de toute façon il ne bénéficiera sûrement pas aux pauvres.

En réponse à ces arguments, on peut faire les commentaires suivants:

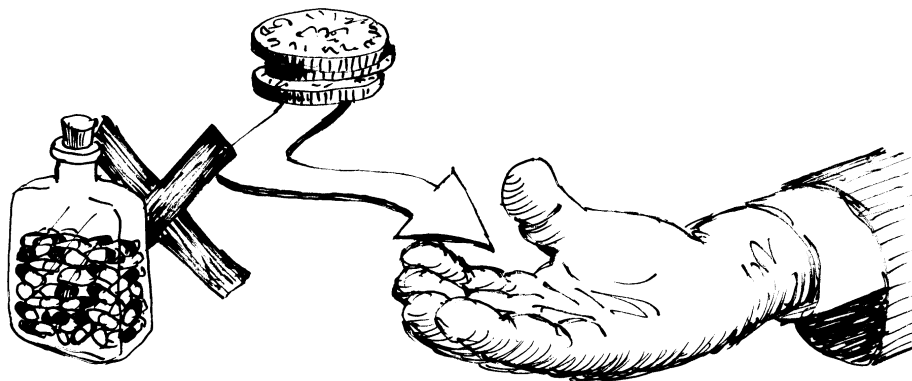
- 1 C'est un fait courant que les commerces et les particuliers fassent parfois faillite. C'est pourquoi nous avons des lois pour résoudre les faillites: le gâchis financier étant géré correctement et il en résulte que le commerce et les finances ne se détériorent pas.
- 2 Il est déjà reconnu que la dette des pays en voie de développement ne représente que 30% de sa valeur nominale. Si elle était annulée sur une période de 20 ans, elle coûterait moins de 4 \$ par an et par personne dans les pays créditeurs.
- 3 Cet argument de «risque moral» ne considère que l'une des parties car c'est souvent les prêts qui ont été imprudents et de mauvais exemples! Il n'est certainement pas injuste de les pénaliser maintenant.
- 4 C'est un argument sérieux. Mais puisque les pays très endettés auront besoin d'aide et de prêts de développement pendant encore de nombreuses années, la société civile et les donateurs étrangers auront de nombreuses occasions de suivre l'emploi de ces fonds. Si ce processus est géré par les citoyens du pays concerné, il peut aider à renforcer la participation démocratique, forçant les gouvernements à être plus responsables et réduisant les cas de corruption. Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) (voir SECTION 6) est un progrès vers une plus grande responsabilité et l'assurance de la participation des citoyens dans la planification économique.

## ARGUMENTS POUR L'ANNULATION DE LA DETTE

### ■ Justice élémentaire:

- Les taux d'intérêt ont atteint des niveaux très élevés dans les années 1980, ce qui a été injuste. En payant ces taux d'intérêt, les emprunteurs ont déjà remboursé bien plus que la valeur des premiers prêts.
- En organisant le système de commerce mondial à leur propre avantage, les pays industrialisés ont empêché les nations endettées d'obtenir le revenu nécessaire pour rembourser les dettes.

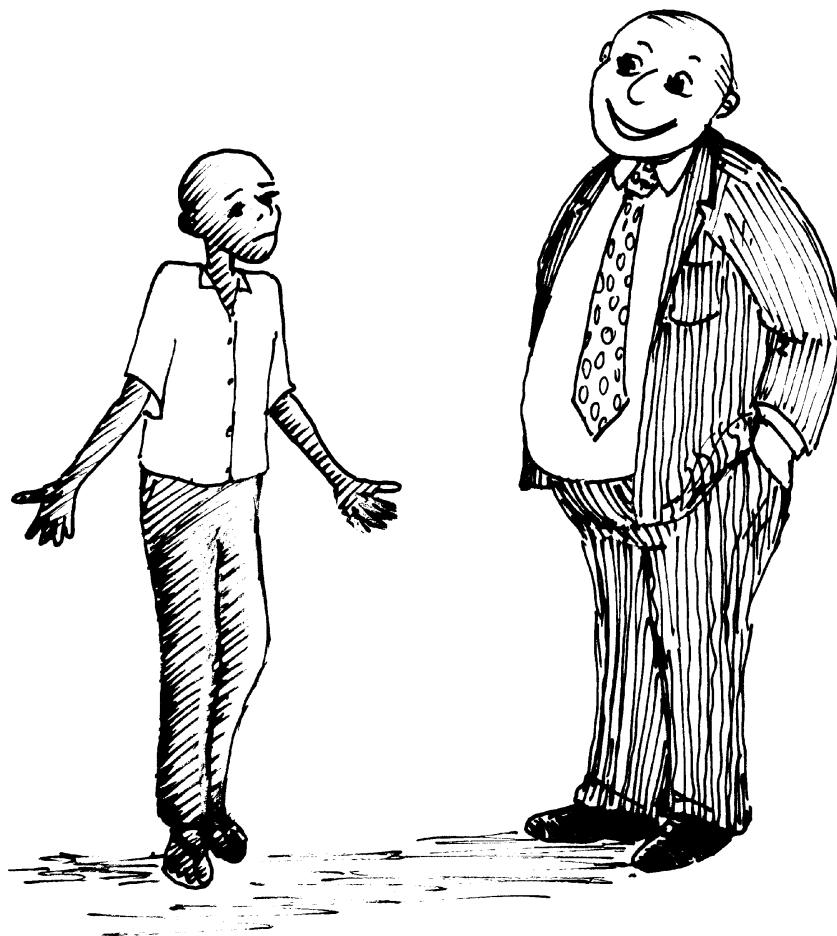
- **Bon sens.** Le remboursement des dettes détourne l'argent qui devrait être utilisé pour les achats essentiels tels que les soins de santé, l'eau potable et l'éducation. Les créanciers des pays du Nord devraient cesser de prendre les richesses des pays très endettés d'Afrique et d'Amérique Latine et sauver ainsi des vies précieuses.



*Les remboursements de dettes détournent l'argent destiné aux dépenses essentielles*

- **La nature de l'économie mondiale.** Le système financier mondial, basé sur le prêt d'argent et les taux d'intérêts, est instable. Au fur et à mesure que l'économie augmente, les commerces ont tendance à emprunter trop d'argent afin de profiter de leur prospérité. Alors l'économie ralentit, les taux d'intérêts augmentent et les mêmes commerces risquent de faire faillite. Le problème réel est que les gens s'attendent à obtenir d'importants bénéfices de l'argent qu'ils investissent. Mais les profits doivent être obtenus en faisant bon emploi des ressources naturelles telles que les minéraux, les forêts, les terres cultivables. Les ressources naturelles ne peuvent tout simplement pas produire des bénéfices au taux souhaité par les investisseurs.
- **L'intérêt personnel des créanciers.** Annuler les dettes non remboursables est également l'intérêt des pays industrialisés. Ils perdent des emplois car les pays en voie de développement ne peuvent pas acheter leurs produits d'exportation. Ils souffrent du commerce de drogues car les fermiers appauvris se tournent vers la production de coca et d'autres drogues. Ils doivent payer les missions de paix envoyées dans les pays où un conflit armé s'est déclaré. La pauvreté est aujourd'hui l'une des causes principales de conflit.

- **La dette «scandaleuse».** C'est un terme légal qui signifie que les créiteurs auraient dû savoir que leurs emprunts allaient être utilisés par un gouvernement corrompu ou tyrannique et contre les intérêts du pays. Si ce pays se libère de ses dirigeants, de telles dettes devraient alors être annulées. Des exemples possibles sont les emprunts destinés à soutenir le régime apartheid en Afrique du Sud et le régime du Président Mobutu au Zaïre.
- **Précédents historiques.** Il y a de nombreux précédents pour l'annulation de la dette. L'Italie, le Japon et l'Allemagne ont vu leurs dettes annulées quelques années après la fin de la deuxième guerre mondiale: il convenait aux autres pays qu'ils deviennent des alliés politiques contre l'Union soviétique.
- **Les dettes sont dépassées par d'autres dettes.** On peut dire que les dettes dues par les pays en voie de développement sont petites comparées aux dommages causés par les pays industrialisés, non seulement lors de la colonisation mais aussi aujourd'hui. L'exploitation écologique par les sociétés multinationales et l'élite locale détruit les modes de vie des citoyens, causant souvent leur endettement. La destruction de l'environnement a conduit à une augmentation du nombre de catastrophes «naturelles» qui sont très onéreuses pour les citoyens les plus pauvres car ils sont les plus vulnérables.



«Avez-vous parfois réfléchi à ce que vous ressentiriez si vous aviez des dettes que vous ne pourriez pas rembourser?»

«Pas vraiment. Je n'aime pas penser à ce que je peux devoir!»



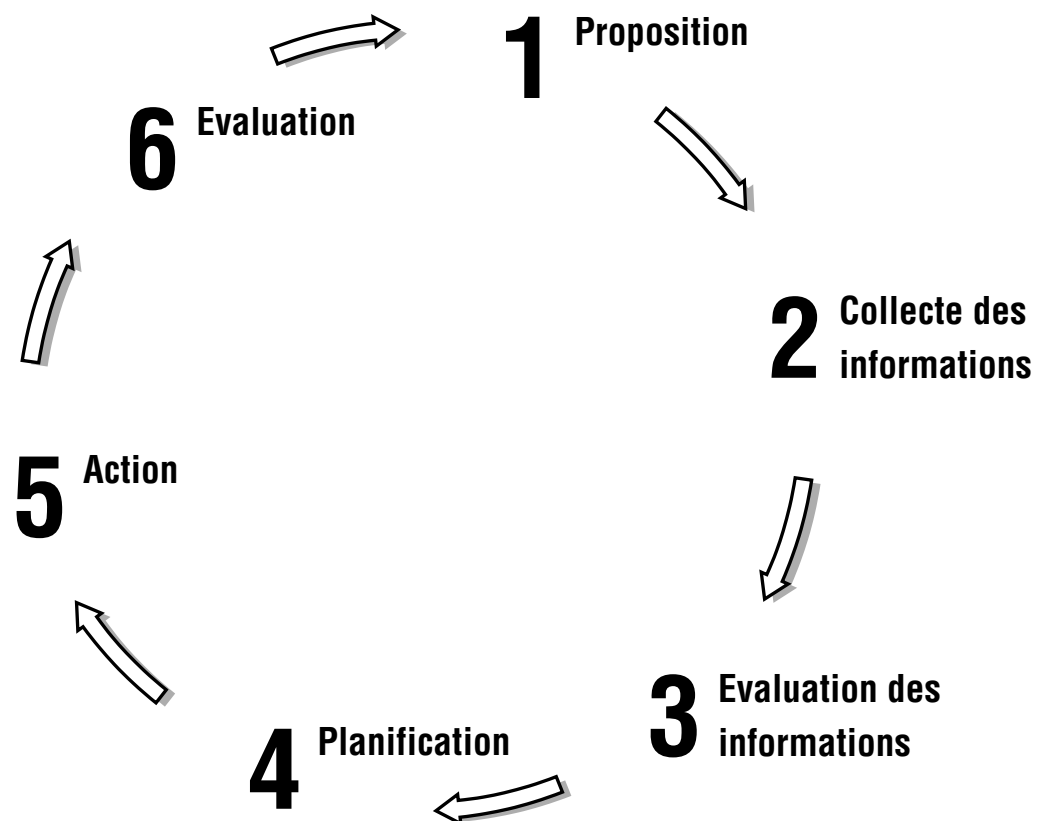
## 5

*Que Pouvez-vous Faire?*

Avant d'envisager de mener des actions de plaidoyer, il est bon de vous familiariser avec un processus de planification. Afin d'être bien informé, nous vous conseillons de lire *Le Plaidoyer – Dossier de Travail*, publié par Tearfund. Nous vous énumérons ici quelques points importants dont il vous faudra tenir compte et qui figurent dans ce *Dossier de Travail*.

**LE CYCLE DU PLAIDOYER**

Toute initiative de plaidoyer peut être décomposée en plusieurs phases. Dans la pratique, ces phases se superposent. Le temps nécessaire pour compléter toutes les différentes phases et obtenir les renseignements nécessaires varieront beaucoup selon l'urgence et la complexité de votre question particulière, la quantité de renseignements dont vous avez besoin afin d'agir, et les méthodes de plaidoyer que vous choisirez. La procédure fondamentale de plaidoyer se présente comme le schéma ci-dessous:



Au sein du cycle de plaidoyer les questions clés sont les suivantes:

- Quel est le problème?
- Quels sont nos objectifs pour résoudre ce problème?
- Quelle est notre cible? Qui a le pouvoir de faire changer la situation?

- Quelles méthodes et activités allons-nous utiliser pour réaliser nos objectifs? Par exemple: des réunions, des lettres, des articles de presse, des manifestations publiques?
- Quels sont nos alliés?
- Quels sont nos opposants?
- Quel est notre calendrier d'action?
- Quels risques courrons-nous si nous menons des activités de plaidoyer? Quels risques courrons-nous si nous n'en menons pas?
- Qui est responsable des différentes activités?
- Comment peut-on savoir si notre plaidoyer a été efficace?

### ACTION AU NIVEAU LOCAL

La première étape consiste à comprendre le problème. De nombreuses églises et autres organisations participant à la lutte pour l'annulation de la dette ont préparé toute une gamme d'outils d'informations sur un plan international. Vous pouvez aussi enquêter et voir ce qui existe dans votre secteur. Ce n'est pas aussi difficile que vous le pensez. (Tearfund sera heureux de vous suggérer comment vous procurer ces informations.) Rappelez-vous qu'être déterminé à trouver la vérité et persister à toucher le fond des choses est plus important que toute expérience ou formation d'enquête.

#### Questions à étudier

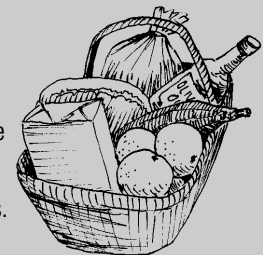
- **L'étendue et la nature de la pauvreté dans votre région.** Votre région connaît-elle des problèmes de chômage, de sous-emploi, de manque de terres, d'exode rural vers les bidonvilles, de ruptures familiales, d'enfants de la rue, etc?
- **L'état des services publics fondamentaux.** L'éducation primaire est-elle gratuite, adaptée et disponible à tous? Dans la négative, quelle est la proportion d'enfants qui ne sont pas scolarisés ou qui vont à l'école mais n'ont pas terminé leur éducation primaire? Les services de santé sont-ils adéquats et gratuits pour ceux qui ne peuvent pas les payer? Les remèdes courants sont-ils toujours disponibles? Tous les citoyens ont-ils accès à l'eau dont ils ont besoin et est-elle potable? Les moyens pour transporter les marchandises au marché sont-ils adéquats et à un prix abordable? Si les services publics sont inadéquats, quelles en sont les raisons? Quelle proportion du budget public est dépensée pour couvrir les services essentiels et, d'une façon générale, pour réduire la pauvreté? Quelles autres catégories de frais sont en compétition avec les dépenses sociales?
- **La situation écologique.** Des abattages importants ont-ils lieu? Des problèmes de pollution d'eau ou de surpâturage existent-ils? La pollution industrielle existe-t-elle, soit parce que les contrôles écologiques sont insuffisants, soit parce qu'ils ne sont pas obligatoires? De tels problèmes sont-ils liés au souci prépondérant d'obtenir un revenu des exportations afin de rembourser les dettes?

- **Le montant de la dette nationale.** Quel est le montant de la dette que votre pays doit rembourser aux créiteurs étrangers? Quel montant est dû à des créiteurs indigènes? Quel est le montant annuel des remboursements de dettes? Quelle est la comparaison entre le remboursement de la dette et le revenu national, c'est à dire le Produit Intérieur Brut (PIB), ainsi que la proportion du PIB que le gouvernement peut raisonnablement prélever sous forme de taxes?
- **L'origine de la dette.** Une partie de la dette est-elle une dette militaire (le résultat d'une guerre ou une dépense de «prestige»)? Etes-vous au courant de grands projets qui sont des erreurs importantes, par exemple un barrage, une usine industrielle abandonnée ou un immeuble urbain trop ambitieux? Les hommes politiques, les dirigeants gouvernementaux, ou les officiers militaires haut placés sont-ils soupçonnés de détourner des fonds privés sur des comptes en banques privés et étrangers? Les revenus provenant du marché des changes dépendent-ils de la bourse de marchandises instables (pour les produits agricoles ou les minéraux)?
- **Pouvez-vous enquêter sur des études de cas** portant sur des familles individuelles ou des communautés et donner des renseignements sur l'impact de la dette sur leur vie?

### ETUDE DE CAS NO 1

En août 1998, une lettre épiscopale publiée conjointement par l'Association Evangélique, le Conseil Chrétien et la Conférence Episcopale de Zambie a fortement encouragé les églises de Zambie à obtenir davantage d'informations et de connaissances sur la dette zambienne.

Le Centre Jésuite pour la Réflexion Théologique à Lusaka a donc recherché les moyens de faire le lien entre les populations locales et la crise de la dette. Il a déjà fait une enquête du «panier de la ménagère» sur le prix des aliments de base dans la région de Lusaka. Cette enquête pourrait faire partie des statistiques portant sur le montant des remboursements de la dette versé par tête d'habitants.



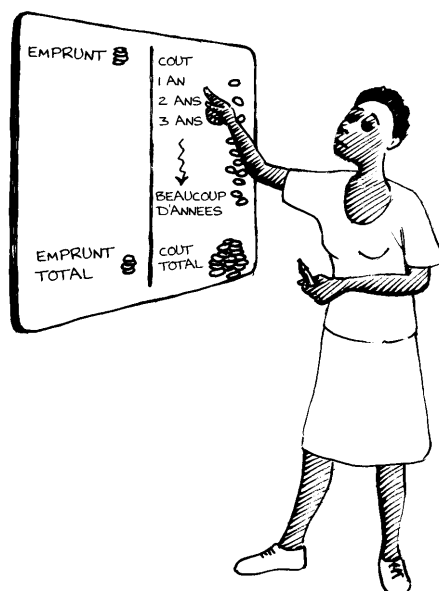
Il a été important de trouver le moyen de répondre aux questions soulevées par les Zambiens lorsqu'on leur a demandé de soutenir la campagne contre la dette. George Show Makaha, bénévole au Centre Jésuite, a publié un rapport intéressant portant sur les questions les plus courantes et les réponses suggérées. Par exemple: de nombreuses personnes souhaitent savoir comment l'argent devenu disponible après l'annulation de la dette pourrait être employé pour aider les pauvres et la réponse a été la suivante: «C'est pourquoi nous essayons d'organiser des discussions afin de trouver un «mécanisme de dettes» qui couvre toutes les négociations d'allégement de la dette d'une manière équitable et transparente». Non seulement le Centre Jésuite prépare de la documentation, mais il s'est également mis en rapport avec l'Association Kamoto Community Arts et lui a demandé de transmettre, à l'aide de sketches, le message de la dette aux communautés situées aux alentours de Lusaka.

*(Source: Jubilé 2000 Zambie)*

Lorsque vous commencez à mieux comprendre la question de la dette, vous pouvez alors commencer à partager vos idées avec les églises et les communautés locales. Naturellement, plus vous partagez les informations sur ce problème et ses causes, plus la sensibilisation de l'opinion publique et le démarrage d'actions augmenteront. Voici différentes façons de le faire:

## Le partage des informations

- Organisez un stand d'informations sur la dette dans une réunion publique, dans la rue, sur le marché ou dans une église. Développez le problème de la dette d'une manière simple et expliquez aux gens comment ils peuvent participer aux actions futures sur la question.



- Organisez dans votre église ou votre communauté une réunion portant sur la dette. Expliquez la question simplement et montrez aux gens comment la dette touche leur propre vie. Prévoyez beaucoup de temps pour que les gens puissent poser des questions, discuter de ce problème et, à la fin, demandez-leur de participer aux actions futures.
- Réfléchissez aux autres moyens d'éduquer les citoyens sur ce problème. Par exemple, rédiger un article pour un journal ou un magazine local, demander à une station radiophonique de diffuser un programme sur la dette, ou aider à monter un sketch qui pourrait être présenté dans les écoles ou les églises.



## ETUDE DE CAS NO 2

Les jeunes du Nawarembi Resource and Education Centre (Narec) de Kampala, Ouganda, ont mené des campagnes d'informations sur la dette. Ils ont organisé des réunions dans les écoles et les villages. Ils ont demandé des signatures pour leur pétition, et ils ont même monté un programme radiophonique. Charlotte Mwesigye, la coordinatrice de la campagne Uganda Debt Network, a dit: «Leurs activités ont vraiment eu un impact. Grâce à leur enthousiasme, ces jeunes gens ont encouragé les Ougandais à participer à la lutte et les projets d'éducation ont aidé les gens à réfléchir du point de vue national et mondial, et à voir le rapport entre la dette mondiale et la situation dans leur propre village». Les activités des jeunes de Narec ont été reproduites dans le pays et un programme important d'éducation civique comprenant les églises, les écoles, les ONG et les dirigeants locaux a aidé à sensibiliser davantage l'opinion publique sur la dette et préparer le terrain pour des campagnes futures.

## ACTION AU NIVEAU NATIONAL

Identifiez les alliés potentiels tels que les autres églises, les ONG, les groupes féminins, les syndicats, les mouvements nationaux de lutte pour l'annulation de la dette. Renseignez-vous sur les enquêtes qu'ils ont faites. Discutez-en avec eux:

### Questions à débattre

- **Solutions possibles à la crise de la dette.** Les options peuvent comprendre des démarches de paix et de réconciliation (si votre pays est en guerre) ou la réduction des dépenses militaires, la diversification de l'économie, les actions contre les pratiques malhonnêtes. Il sera peut-être nécessaire de demander au gouvernement d'agir avec plus de transparence lors des prises de décision concernant le budget public. Comment les priorités sont-elles établies? Comment peuvent-elles être changées? Par exemple, l'argent alloué à des hôpitaux urbains chers qui desservent une élite urbaine pourrait-il être attribué aux soins de santé primaires dans les régions rurales et dans les bidonvilles?
- **Groupes de pression et éducation.** Pourriez-vous obtenir l'aide de dirigeants chrétiens actuels et futurs en participant à des réunions des dirigeants de diverses dénominations et auprès des stagiaires de cours bibliques? Comment pourriez-vous, ainsi que vos alliés, influencer le gouvernement local et national et participer aux processus CSLP (voir SECTION 6)?
- **Opposition.** Quels sont dans votre pays les arguments pour ou contre l'annulation de la dette, ainsi que les autres questions? Dans votre pays, quels facteurs donneraient des raisons à la Banque mondiale et au FMI pour retarder l'annulation de la dette? Par exemple le niveau de corruption, les manques perçus dans le système légal (par exemple on ne peut pas faire exécuter les contrats), les politiques économiques qui diffèrent de celles encouragées par la Banque mondiale et le FMI. Comment pouvez-vous contrecarrer ces arguments et dissiper les inquiétudes?
- **Coordination de l'action.** Pouvez-vous développer une stratégie nationale pour votre travail. Par exemple vous mettre d'accord sur une action commune (telle que signer une pétition), ou choisir une journée ou une semaine nationale d'actions lorsque des réunions ou des opérations de formation sur la dette auront lieu dans tout le pays?
- **Identification des occasions clés auprès des médias.** Essayez de trouver des occasions propices à un impact maximum, telles qu'une visite d'hommes politiques du plus grand créancier de votre pays. Quelles actions pourriez-vous mener pour sensibiliser davantage l'opinion publique sur la question de la dette? Vous pourriez par exemple organiser une conférence, ou demander aux dirigeants d'églises de présenter une lettre aux directeurs de la Banque mondiale ou aux ambassades des pays créanciers.
- **Publication de ressources.** Vos alliés et vous-même avez peut-être besoin des documents suivants pour vos actions de plaidoyer:
  - comptes rendus (à remettre aux hommes politiques ou à présenter aux réunions de stratégie pour la réduction de la pauvreté)
  - articles de presse
  - outils pédagogiques à l'intention des membres d'églises ou autres supporters de la campagne contre la dette.

Décidez de la provenance de ces outils d'informations. Pensez à rédiger certains documents en vous basant sur votre propre étude. Puis essayez de coopérer avec d'autres églises et ONG de votre pays, en vous servant des documents qu'elles ont déjà rédigés ainsi que des vôtres. Adaptez et utilisez les documents publiés par des associations pour la campagne contre la dette dans d'autres pays (voir APPENDICE 2 pour les sources possibles).

### ETUDE DE CAS NO 3

«Chaque enfant naît avec 1 200 \$ de dettes: chaque enfant!» Jovana Cruz Condor qui a seize ans diffuse ce message portant sur la difficile réalité de la dette au Pérou. Elle est membre de Manthoc, une organisation contre la main-d'œuvre infantile qui comprend 5 000 membres. Manthoc a décidé de se joindre à la campagne péruvienne pour l'annulation de la dette, «la vie avant la dette», car il est primordial de sensibiliser davantage le public sur les effets de la dette.

Grâce au travail d'organisations telles que Manthoc, «La vie avant la dette» a obtenu l'appui d'une grande partie des citoyens pour l'annulation de la dette, a attiré l'attention des médias et réuni plus de 1,8 million de signatures pour sa pétition. Les organisateurs de la campagne ont dit que leur réussite était due au fait que la dette unit tous les Péruviens: lorsqu'ils se sont rendus compte qu'ils n'avaient eu aucune voix dans les négociations par lesquelles le Pérou avait acquis cette dette, que tous les Péruviens contribuaient au remboursement de la dette par le biais de leurs taxes, et que de nombreux services sociaux ne fonctionnaient plus parce que leurs fonds avaient été attribués au remboursement de dettes, la plupart des Péruviens ont alors été prêts et décidés à demander aux pays industrialisés de réduire la dette.

Un facteur important dans la réussite de la campagne a été la manière dont plusieurs associations différentes ont œuvré ensemble. La Table Ronde pour la Dette et le Développement, un groupement d'organisations non gouvernementales, s'est élargie pour former une coalition d'organisations civiles et religieuses, y compris la Conférence des évêques péruviens catholiques et un certain nombre d'églises évangéliques et protestantes. Chacun a reconnu que la question de la dette était si importante qu'ils devaient joindre leurs efforts dans cette campagne.

Des affiches, des fiches d'informations et des autocollants ont été préparés grâce à l'aide financière des partenaires du Nord. Les personnes menant la campagne ont aidé à distribuer ces publications à travers le pays, non seulement dans leurs propres organisations ou communautés, mais aussi dans les écoles, les universités, les clubs de mères et les soupes populaires. Des discussions et des ateliers ont eu lieu afin de discuter de la dette et ses effets sur le chômage, des questions écologiques, de l'éducation à la santé, du développement rural et de la promotion de la femme. Les militants ont dit que les ateliers confirmaient ce qu'ils pensaient: les citoyens sont les mieux placés pour évaluer les besoins de leur région et pour recommander les types de projets qui aideront à y répondre. La campagne a bien fonctionné lorsque toutes les personnes concernées ont coopéré, depuis les citoyens jusqu'aux dirigeants locaux. Les gens se sont réunis pour participer à une activité précise concernant la dette, ou bien ils ont choisi la dette comme le thème d'un événement religieux ou civil.

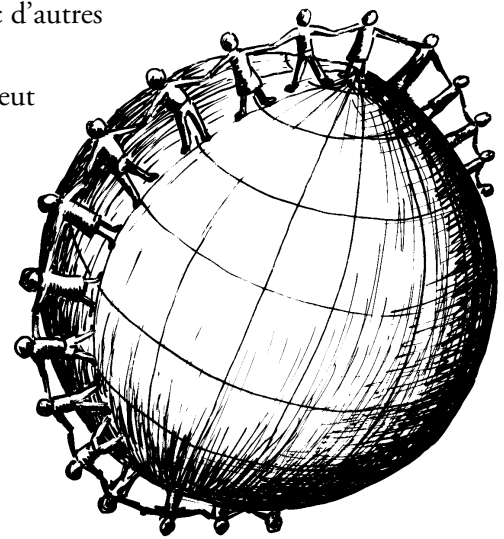
*(Source: Pérou, Jubileo 2000, Nouvel Internationaliste)*

## ACTION AU NIVEAU INTERNATIONAL

Les églises et les mouvements d'églises font parfois partie de réseaux nationaux, mais un problème mondial tel que la dette nécessitera aussi des actions internationales. Au moins un membre du réseau national devra être impliqué dans un réseau international, afin d'être continuellement informé de ce qui se passe dans les autres pays, de partager les

informations et d'avoir un meilleur impact en coordonnant l'action avec d'autres militants. N'oubliez pas les points suivants:

- Les campagnes d'autres nations endettées peuvent bénéficier de vos expériences et elles pourront sans doute utiliser les documents que vous produisez. Vous obtiendrez peut-être aussi de leur part des idées et des ressources pour mener vos campagnes.
- Les groupes de pression dans les pays créditeurs auront besoin de votre aide. Ils pourraient par exemple bénéficier d'études de cas complètes sur la dette de votre pays et son impact sur les citoyens de votre région. Vous pourriez avoir besoin de leur aide pour attirer l'attention de leur gouvernement et des organisations internationales telles que la Banque mondiale ou le FMI sur certains problèmes.
- Savoir que nous œuvrons conjointement avec d'autres personnes du monde entier pour mettre fin à l'injustice causée par la dette internationale peut être une inspiration pour chacun de nous. Essayez de créer autant de liens que vous pouvez avec des particuliers, des églises ou des groupes de pression d'autres pays et demandez-leur de partager leurs idées et leurs témoignages. Ils vous seront utiles pour vos propres actions de plaidoyer afin d'aider vos interlocuteurs à comprendre la réalité de l'impact de la dette et de créer un sentiment de solidarité avec d'autres citoyens du monde entier.



### ETUDE DE CAS NO 4

Qu'est-ce que les enfants de l'école St Elisabeth à Lunga Lungu au Kenya et l'Ecole Secondaire Communautaire de Dean à Livingstone en Ecosse ont en commun? Réponse: ils ont tous participé à une compétition artistique intitulée «La vie ou la dette» qui a été conjointement organisée par les campagnes pour l'annulation de la dette du Royaume-Uni et du Pérou.

Ce modèle de rapprochement international est au cœur des actions de plaidoyer pour l'annulation de la dette. Le Réseau pour l'Annulation de la Dette du Kenya comprend des églises, des associations écologiques, des groupements féminins, des hommes et des femmes d'affaire, et des membres du parlement dans la campagne pour l'annulation de la dette au Kenya. Mais il est aussi en contact avec d'autres militants pour l'annulation de la dette en Afrique et à travers le monde afin de partager ses expériences et ses ressources, cherchant à inspirer les autres et à améliorer l'efficacité de son travail de coordination. Par exemple, David Gitari, évêque de l'Eglise Anglicane du Kenya, a été l'un des trois membres du clergé africain à prendre part à une tournée de conférences au Japon (un créancier clé), financée par une organisation chrétienne du Royaume-Uni, afin de sensibiliser davantage l'opinion des japonais sur la dette africaine et faire pression auprès du gouvernement japonais pour une nouvelle annulation de la dette.

La solidarité a également permis de soutenir la campagne kenyane. Lorsque 63 militants ont été arrêtés (y compris plusieurs chrétiens) durant une marche pacifique contre la dette qui a eu lieu à Nairobi en avril 2000, le flot de protestations qui est venu du monde entier a permis de ne pas donner suite à leur inculpation.



# 6 *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)*

Nous avons dit que la Banque mondiale et le FMI ont décidé en 1999 que les pays demandant l'annulation de leur dette dans le cadre de l'initiative PPTE devaient préparer un CSLP précisant comment ils emploieront l'argent destiné au remboursement des dettes pour réduire la pauvreté. Chaque pays doit maintenant rechercher les causes de la pauvreté et préparer un plan pour répondre au problème identifié. Ce plan doit répondre à tous les aspects de la pauvreté et il doit être endossé par tous les partenaires (les pays donateurs et les agences de développement). Il doit aussi préciser ses objectifs afin que les progrès puissent être comparés avec les résultats. Les CSLP sont donc potentiellement très importants:

- Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté deviendra probablement le plan auquel les autres donateurs adresseront leurs fonds.
- La Banque mondiale et le FMI prévoient que le CSLP élaboré pour les PPTE intégrera également tous les pays recevant une aide de l'Association pour le Développement International (ADI). Cette nouvelle approche touchera entre 20 et 30 pays, en plus des 40 PPTE. (L'ADI fait partie de la Banque mondiale. Elle prête de l'argent à des taux d'intérêt très faibles aux pays en voie de développement.)
- Il favorise davantage la participation de la société civile.

Mais il présente cependant deux secteurs potentiels de tension:

- d'une part obtenir une annulation rapide de la dette et d'autre part impliquer la société civile dans la préparation du CSPL
- d'une part arriver à une «appropriation» réelle du pays et d'autre part répondre à la revendication de la Banque mondiale et du FMI qui souhaitent être le juge final du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté d'un pays.

En ce qui concerne le premier point, si l'annulation rapide devient une priorité, elle empêchera peut-être une réelle participation de la société civile. Par contre, assurer une réelle participation de la société risque sérieusement de ralentir cette annulation. (On s'attend déjà à ce que le processus nécessite 1 ou 2 ans pour préparer le cadre stratégique, et une année supplémentaire pour terminer sa mise en place, après le premier rapport annuel de progrès). Afin de contourner ce problème, la Banque mondiale et le FMI ont indiqué qu'un cadre stratégique intérimaire était pour l'instant acceptable.

Ce document doit inclure une déclaration de l'engagement du gouvernement envers la réduction de la pauvreté, décrire l'étendue actuelle de la pauvreté et ses différentes formes, ainsi que les principaux éléments de la stratégie gouvernementale actuelle pour la réduction de la pauvreté. Il doit aussi inclure un calendrier concernant la publication complète du CSLP et décrire les modalités de la consultation.

En ce qui concerne le second point, l'objectif de la participation du pays semble être limité par la revendication suivante «Pour finir il reviendra aux Conseils d'Administration (de la Banque mondiale et du FMI) de décider si un cadre stratégique pour la réduction de la pauvreté est adéquat». Ils peuvent aussi décider si un pays n'a pas suivi la marche à suivre de mise en place de la stratégie et, dans ce cas, ils peuvent supprimer de nouvelles allocations de fonds en provenance de ces Institutions Financières Internationales (IFI). Il reste à savoir ce qui se passerait si un gouvernement et la société civile d'un pays débiteur n'étaient pas d'accord avec les décisions de la Banque ou du Fonds. Une option possible consisterait à organiser une consultation plus importante et plus transparente, potentiellement dirigée par le Programme de Développement des Nations Unies (PDNU), à laquelle les gouvernements donateurs et les dépositaires d'enjeux nationaux auraient des statuts égaux avec les IFI qui ne pourraient pas s'opposer aux décisions.

Un pays peut déjà avoir une stratégie pour répondre à la pauvreté mais elle est appelée différemment (comme par exemple en Bolivie «le Dialogue National»). D'autres processus pour la préparation de stratégies sont également en cours. Le plus important est peut-être la Stratégie Nationale pour le Développement Durable (SNDR) que chaque pays doit mettre en place avant 2005 (l'un des résultats du Sommet Mondial de Rio qui a eu lieu en 1992). Des discussions sur la nécessité de rassembler toutes ces stratégies, ou au moins de s'assurer qu'elles n'entrent pas en conflit, ont lieu entre les gouvernements et les organismes internationaux tels que les Nations Unies.

Maintenant que la Banque mondiale et le FMI semblent prendre la responsabilité d'allouer les ressources libérées par l'annulation du remboursement de la dette à des actions pour la réduction de la pauvreté, il serait injuste et illogique de ne pas accorder une chance à ce processus. Il offre plusieurs occasions de renforcer le rôle de la société civile et de placer la question de la pauvreté au centre de la planification économique.

(Voir APPENDICE 1 pour les détails sur les progrès du CSLP dans certains pays.)

### **COMMENT POUVEZ-VOUS PARTICIPER AU PROCESSUS CSLP?**

En tant qu'église ou mouvement d'église intéressé par la dette, la première étape consiste à chercher à savoir si votre pays a déjà un CSLP ou une autre procédure semblable, ou si cette stratégie est en cours de préparation. (Voir APPENDICE 1 et, si vous avez accès à Internet, consultez le site du FMI).



- Si votre pays n'a pas encore un CSLP ou un cadre stratégique, essayez alors de contacter d'autres églises, des ONG, d'autres organisations et faites pression auprès de votre gouvernement pour qu'il organise un tel processus.
- Si le processus est en cours, essayez alors de voir si une réunion de consultation doit avoir lieu. Acceptez d'y participer ou, le cas échéant, demandez une invitation. En vous servant de votre expertise (par exemple la santé primaire, l'alphabétisation, l'éducation) planifiez une réunion avec d'autres organisations et préparez une liste des

actions qui, d'après vous, devraient être menées pour éradiquer la pauvreté ou réduire ses effets dans votre domaine d'activité.

- Encouragez vos bénéficiaires (c'est à dire les pauvres de votre région) à participer aux réunions locales. Prenez bien conscience de leurs besoins. Tenez-les à jour des progrès.
- Ne précipitez pas le processus car cela pourrait empêcher une bonne participation. Demandez la suspension des remboursements des pays les plus pauvres en attendant une annulation éventuelle.
- Si le CSLP a déjà été élaboré, essayez de vous renseigner sur son contenu et appuyez son action.
- Appuyez son suivi efficace et envisagez de vous joindre à d'autres associations civiles engagées dans ce suivi. Soyez prêt à alerter le public dans le cas où le CSLP n'est pas suivi.

### ETUDE DE CAS NO 5

En Bolivie, les militants ont employé le processus CSLP afin d'insister pour obtenir que les citoyens soient placés au cœur des décisions concernant la dépense de l'argent destiné au remboursement des dettes. Les églises, en particulier l'église catholique bolivienne, ont été très efficaces lors de la mobilisation des différents secteurs de la société pour l'implication dans une consultation nationale sur l'atténuation de la pauvreté. Cette consultation devait avoir lieu parallèlement à une initiative gouvernementale faisant participer la population au débat sur l'atténuation de la pauvreté tandis qu'elle préparait un cadre stratégique à présenter au FMI. De nombreux boliviens ont douté que l'initiative officielle, sans le renfort de la consultation organisée par les églises, puisse représenter équitablement la société civile.

Neuf consultations régionales ont eu lieu puis, en avril 2000, des délégués ont été élus au cours d'un forum national de quatre jours à La Paz. Le forum a été divisé en huit ateliers pour discuter des problèmes et des solutions de la région. Par exemple, l'éducation, la santé, l'emploi, les droits terriens et la productivité. A la fin du forum, des délégués ont été choisis afin de présenter les conclusions des ateliers au Dialogue National du gouvernement pour la rédaction du CSLP. La déclaration publiée par le forum a également demandé la création d'une organisation à plus long terme et composée de représentants de la société civile. Cet organisme, tout en participant à la préparation du CSLP, serait en contact avec le gouvernement et les organisations internationales impliquées dans le suivi et l'évaluation des allocations de fonds obtenus par l'annulation de la dette et, d'une façon générale, la gestion des fonds publics.

Le forum a insisté auprès du gouvernement afin qu'il accepte de faire davantage participer les citoyens au processus CSLP. Irène Tokarski, coordinatrice de la Campagne bolivienne pour le Jubilé 2000 a dit: «ce type d'événement est le plus important qui ait eu lieu en Bolivie. Tous ceux qui y ont participé ont ressenti l'immense responsabilité d'assurer le suivi de ce que nous avons commencé pour le bénéfice des citoyens boliviens. Le gouvernement bolivien doit répondre à ce forum et tenir compte de notre voix collective.»

*(Source: Bolivie, Jubileo 2000)*



# 7 Appendices

## 1 LES PROGRES DU CSLP

Pays	Documentation	Date (de la présentation de la banque)	Travaux précédents
Bolivie	I-CSLP	janvier 2000	Dialogue national
Tanzanie	I-CSLP	avril 2000	Cadre national d'éradication de la pauvreté
Mozambique	I-CSLP	avril 2000	Plan d'action national pour la réduction de la pauvreté absolue
São Tomé et Príncipe	I-CSLP	avril 2000	
Ouganda	CSLP	mai 2000	Vision 2025, plan d'action pour l'éradication de la pauvreté
Albanie	I-CSLP	juin 2000	
Sénégal	I-CSLP	juin 2000	
Burkina Faso	CSLP	juin 2000	
Honduras	I-CSLP	juillet 2000	Plan directeur pour la reconstruction et la transformation
Bénin	I-CSLP	juillet 2000	
Tchad	I-CSLP	juillet 2000	
Kenya	I-CSLP	août 2000	Plan national pour l'éradication de la pauvreté
Zambie	I-CSLP	août 2000	
Ghana	I-CSLP	août 2000	Vision 2020
Mali	I-CSLP	septembre 2000	
Tadjikistan	I-CSLP		
Cameroun	I-CSLP		

Source: FMI/ADI

## 2 ORGANISATIONS ET RESEAUX

*Fonds monétaire international, H Street, NW, Washington DC 20009, Etats-Unis.*

*E-mail: [publicaffairs@imf.org](mailto:publicaffairs@imf.org), Site Internet: [www.imf.org](http://www.imf.org)*

*Banque mondiale, 1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, Etats-Unis.*

*E-mail: [info@worldbank.org](mailto:info@worldbank.org), Site Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)*

**African Network on Economic and Environmental Justice (ANEJ)**, ANEJ Secretariat, 61 Second Cemetery Road, Uzebu Quarters, Benin City, Edo State, Nigéria.

Tél: +234 52 258748, E-mail: [anej@rcl.nig.com](mailto:anej@rcl.nig.com)

**Africa Policy Information Center**, 110 Maryland Ave. NE, #509, Washington, DC 20002. Tél: +1 202 546 7961, Fax: +1 202 546 1545, E-mail: [apic@igc.org](mailto:apic@igc.org)

- Cherche à élargir les débats de stratégie internationale autour des questions africaines, principalement par l'organisation d'informations et d'analyses accessibles et pertinentes.

**Alternative Information and Development Centre (Southern Africa),**

Site Internet: [www.aidc.org.za](http://www.aidc.org.za)

**Debtchannel.org.Zambia**, Tél: +260 1 232773, E-mail: [debt@oneworld.net](mailto:debt@oneworld.net)

**Drop the Debt**, Tél: +44 (0)20 7922 1111 ext 222, E-mail: [mail@drophthedebt.org](mailto:mail@drophthedebt.org),

Site Internet: [www.drophthedebt.org](http://www.drophthedebt.org)

- Une campagne à court terme cherchant à obtenir un nouvel accord de dette au Sommet G8 de Gênes qui aura lieu en Italie en 2001.

**Economic Justice for Churches in Eastern and Southern Africa (Edicesa)**, Edicesa and Foccessa Economic Justice Network, Box H94, Hatfield, Harare, Zimbabwe.

E-mail: [edicesa@mango.zw](mailto:edicesa@mango.zw)

**Eurodad (Réseau Européen pour la Dette et le Développement)**, Rue Dejoncker 46,

B-1060 Bruxelles, Belgique. Tél: +32 2 5439060, Fax: +32 2 5440559,

E-mail: [info@eurodad.ngonet.be](mailto:info@eurodad.ngonet.be), Site Internet: [www.oneworld.org/eurodad](http://www.oneworld.org/eurodad)

- Eurodad gère un programme de surveillance CSLP

**Jubilee Debt Campaign**, Tél: +44 (0)20 7922 111 ext 229,

E-mail: [supporters@jubileedebtcampaign.org.uk](mailto:supporters@jubileedebtcampaign.org.uk)

**Jubilee Plus**, Tél: +44 (0)20 7407 7447 ext 265, E-mail: [info.jubilee@neweconomics.org](mailto:info.jubilee@neweconomics.org),

Site Internet: [www.jubileeplus.org](http://www.jubileeplus.org)

- Cherche à être un site fournissant une aide à long terme pour les campagnes mondiales contre la dette internationale et sur les finances. Etudie les causes de la dette et la question de justice économique internationale.

**OneWorld International**, Tél: +44 (0)20 7735 2100, Site Internet: [www.debtchannel.org](http://www.debtchannel.org)

- Un réseau à but non lucratif qui vise à exploiter le potentiel démocratique de l'Internet pour promouvoir le développement durable et les droits humains.

**Transparency International e.V.** Bureau international – Otto-Suhr-Allee 97-99,

D-10585 Berlin, Allemagne. Tél: +49 30 34 38 20 0, Fax: +49 30 34 70 39 12,

E-mail: [ti@transparency.de](mailto:ti@transparency.de). Bureau au Royaume-Uni – St Nicholas House, St Nicholas

Road, Sutton, Surrey, SM1 1EL. Tél: +44 (0)20 8643 9288, Fax: +44 (0)20 8710 6049,

E-mail: [ti.uk@crowngents.co.uk](mailto:ti.uk@crowngents.co.uk)

- TI met l'accent sur les cas de corruption (en particulier ceux qui touchent le monde du commerce) et fait des recommandations pour répondre à toutes sortes de corruptions. Succursales nationales dans de nombreux pays du monde, offrant une aide et des informations au niveau local.

Si vous avez une question concernant plus particulièrement la dette internationale, veuillez contacter Bryan Evans, Equipe Politique Publique, Tearfund:

Tél: +44 (0)20 8943 7763

E-mail: [bryan.evans@tearfund.org](mailto:bryan.evans@tearfund.org)

Pour toute autre question, veuillez alors contacter votre Conseiller Régional ou votre Desk Officer.

### 3 BIBLIOGRAPHIE

#### ■ Tearfund

*Le Plaidoyer – Dossier de Travail* (disponible en anglais, français, espagnol, portugais)

*Debt and Development* (disponible seulement en anglais à présent)

*Pas à Pas No 45 Le Plaidoyer* (disponible en anglais, français, espagnol, portugais)

#### ■ Coalition Jubilé 2000

*Island Mentality: the Okinawa G8 summit* (disponible seulement en anglais)

*Through the Eye of a Needle: the Africa debt report* (disponible seulement en anglais)

#### ■ Groupe de la Banque mondiale

*Livret d'informations sur le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté* (disponible sur le site Internet du FMI)



# 8 *Glossaire*

## **Les biens nationaux**

Les biens des entreprises publiques, par exemple les centrales électriques d'une compagnie électrique publique, les lignes et le matériel roulant d'un réseau de chemin de fer public.

## **La bourse de marchandises instables**

Voir «La Bourse de marchandises».

## **La bourse de marchandises**

Les marchés de produits agricoles non transformés et de minéraux, par exemple le coco, le café, le cuivre, l'étain. Ces marchandises sont souvent la source principale de revenus d'exportation pour les pays à faible revenu qui n'ont pas suffisamment de fonds leur permettant de construire des usines pour la transformation de ces produits. De telles marchandises sont achetées et vendues sur les marchés des pays développés: la Bourse du Métal de Londres par exemple. Ces marchés sont parfois très instables, c'est à dire qu'ils connaissent des hausses ou des baisses soudaines de prix qui proviennent de l'augmentation ou de la baisse des demandes pour ces produits dans les pays développés. Très souvent, cela arrive parce que les commerçants spéculent, c'est à dire qu'ils essaient de deviner les tendances futures des prix et de faire dans l'avenir des bénéfices grâce à des transactions de vente ou d'achat des marchandises.

## **L'économie informelle**

La production et le commerce qui ne font pas partie des règlements officiels et qui se font habituellement sans versement de taxes. Une telle activité économique est habituellement à petite échelle, par exemple la vente dans les rues aux automobilistes arrêtés à cause des embouteillages, la récupération de métaux, bouteilles, etc, dans les décharges publiques pour le recyclage. Certaines activités économiques informelles sont à grande échelle et sont très lucratives, comme par exemple le trafic de drogues.

## **La guerre froide**

La rivalité politique et militaire qui sévit en 1945-1989 entre, d'un côté, l'ancienne Union soviétique et ses alliés et, de l'autre, les pays occidentaux capitalistes. Tous sont entrés en compétition afin d'étendre leur influence dans les pays en voie de développement, en leur accordant une aide militaire et des prêts, et parfois en intervenant directement dans des guerres civiles afin de maintenir leurs amis du Tiers Monde au pouvoir.

## **Les institutions financières internationales**

La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les banques régionales pour le développement (telles que la Banque africaine pour le développement et la Banque asiatique pour le développement).

### **Le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB)**

Ils mesurent le revenu total d'un pays. Le PNB comprend toutes les sources de revenus, tandis que le PIB ne comprend pas les revenus provenant de l'extérieur tels que les prêts étrangers et l'argent envoyé par les nationaux qui travaillent à l'étranger.

### **L'initiative PPTE**

En 1996, la Banque mondiale et le FMI ont démarré l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Grâce à cette initiative, une remise de la dette est offerte aux pays reconnus par la Banque mondiale et le FMI comme n'ayant pas suffisamment de revenus d'exportation leur permettant de rembourser leurs dettes. Avant de bénéficier de cette annulation, ces pays doivent suivre des politiques économiques imposées par la Banque mondiale et le FMI.

### **Le prêt-relais**

Un prêt à court terme pour aider un pays qui attend un nouveau financement (tels que les prêts internationaux) mais a besoin d'argent dès maintenant pour des frais immédiats.

### **La privatisation**

La vente totale ou partielle d'entreprises publiques au secteur privé (particuliers et sociétés). Des exemples de telles entreprises peuvent inclure une banque publique, le réseau d'électricité, ou le réseau national de chemins de fer. De telles ventes font maintenant partie des programmes économiques imposés à certains pays par la Banque mondiale et le FMI qui sont convaincus qu'une entreprise privée est toujours plus efficace que des opérations gérées par l'état.

### **Le service de la dette**

Le montant total dépensé chaque année par un pays pour le remboursement de ses dettes. Ce montant comprendra l'intérêt et le remboursement du prêt, habituellement par acomptes.

### **La société civile**

L'expression «société civile» est employée pour décrire les personnes qui sont groupées indépendamment de leur gouvernement, et qui mènent des campagnes portant sur des questions relatives à leur pays. (La campagne n'est pas forcément le principal objectif de l'organisation). Les églises, les médias, les syndicats et autres organisations non gouvernementales (ONG) font tous partie de cette société civile.

### **La valeur nominale**

La valeur nominale d'un prêt ou d'actions dans une société. La valeur est précisée sur le certificat de prêt ou d'actions. Lorsque ce document est échangé sur le marché monétaire, sa valeur augmente ou diminue selon sa valeur réelle estimée par les négociants. Par exemple, si l'on sait qu'un pays ne peut pas rembourser des emprunts, la valeur «réelle» (le prix de vente sur le marché) baissera au-dessous de la valeur nominale.